

Les conseillers de la Miviludes ont dû développer considérablement leur connaissance en analysant et en synthétisant les nombreuses études françaises et internationales sur le phénomène de la radicalisation, afin de développer une présentation étayée sur des travaux de recherches mais orientée vers un public qui est amené à participer activement à la politique de prévention.

Il était particulièrement important pour la Miviludes d'aborder le processus de radicalisation sans reprendre *a priori* les mécanismes de l'emprise mentale. Cette distinction est d'autant plus nécessaire qu'elle a des implications dans la compréhension du phénomène et dans sa prise en charge. La Miviludes débute d'ailleurs ses interventions en prenant soin de définir clairement les notions de radicalisation, de fondamentalisme et de dérives sectaires (voir le développement sur ces distinctions, infra p. 61-66).

Pour répondre à une demande croissante, qui pèse lourdement sur le service, la Mission invite les administrations à rationaliser l'organisation des formations en privilégiant l'échelon régional et en établissant une programmation. L'amélioration des supports de formation est aussi un moyen de mieux répondre aux besoins et la Miviludes s'est engagée dans cette démarche. Elle a apporté sa contribution au « kit de formation » réuni par le Centre interministériel de prévention de la radicalisation (SG-CIPDR). Des supports de formation facilement utilisables et d'une qualité professionnelle ont été mis au point dans le courant du 1^{er} semestre 2016.

Ce sont 74 formations qui ont été délivrées en 2015 et 55 sur le 1^{er} semestre 2016, à Paris et en région, destinées aux agents publics, aux associations et à tous les professionnels susceptibles d'intervenir dans la prévention ou la prise en charge des personnes en voie de radicalisation. Ce sont près de 20 000 personnes qui ont été formées de mi-2014 au 1^{er} trimestre 2016.

Outre les formations délivrées dans le cadre de la coopération avec le Centre interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation, la Miviludes s'efforce de répondre à l'appel des administrations et des collectivités

- Pour répondre à une demande
- croissante, il faut planifier les
- formations, de préférence à l'échelon
- régional

qui forment leur personnel (Protection judiciaire de la jeunesse, Éducation nationale, Mairie de Paris, École nationale de la magistrature...).

La Miviludes s'est engagée dans la formation de formateurs, et cette démarche devrait être développée au 2^e semestre 2016, auprès d'administrations qui ont encore de nombreux personnels à former, notamment les agents territoriaux par l'intermédiaire des Centres de formation de la fonction publique territoriale.

Les coopérations institutionnelles

Le caractère interministériel de la Mission implique une coordination et une coopération avec de nombreux services. Les champs de diffusion du phénomène sectaire nécessitent d'élargir les coopérations à de nombreux domaines, de la santé à la formation professionnelle, de l'éducation à l'intelligence économique. L'année 2015 a été particulièrement riche dans le renforcement des coopérations avec 41 réunions de travail rassemblant des services et des acteurs à compétence nationale impliqués dans la lutte contre les dérives sectaires et la radicalisation. Ces rencontres s'ajoutent aux relations très étroites et régulières que les conseillers de la Miviludes entretiennent avec leurs correspondants ministériels.

Les réunions ont permis de formaliser des partenariats par la signature de conventions notamment avec les conseils nationaux des ordres des médecins, des masseurs-kinésithérapeutes et infirmiers (voir infra p. 71), mais aussi d'engager des actions concrètes, comme l'évaluation de certaines pratiques professionnelles, la diffusion de bonnes pratiques, le renforcement des contrôles, ou encore de développer des programmes de formation. Elles ont aussi permis des échanges sur des dossiers particulièrement sensibles.

Les contacts directs avec les services en région permettent à la Miviludes de rester au plus près des réalités du terrain

La Miviludes travaille en étroite relation avec les services locaux, et ses conseillers se déplacent à la demande des préfetures pour participer aux réunions du groupe de travail restreint à dimension opérationnelle (GTRDO) sur la problématique